

«Est-ce que la Cnas aussi est en faillite ?»

L'idée suggérée par un lecteur, dans notre édition du 22 novembre dernier, d'introduire en Algérie une «Contribution sociale généralisée» (qui existe en France depuis 1991) afin de renforcer le financement de la Sécurité sociale a fait réagir nos lecteurs. Le débat est ouvert, mais en sachant raison garder et sans invective !

Effectivement, cette page hebdomadaire, «Soir Retraite», de notre journal *Le Soir d'Algérie* est la seule tribune où on peut voir, jauger, apprécier des débats et autres questionnements sur cette triste période qu'aura à traversée tout être humain, si Allah lui prête vie au-delà des 60 ans d'âge, et qui est ce «mouroir» : la retraite. Je contribue à 100% quand on dit que les agents CNR, par manque de tact et de formation, sont vraiment très désobligeants pour ne pas dire plus. Ce qui ternit complètement la «fiabilité» de cette très sensible administration : la CNR. Sur notre page «Soir Retraite», il y a certes des débats intéressants. Ce qui veut dire que sur cette rubrique on doit faire sortir uniquement ce qu'on pense, poser des questions, demander un concours d'idées, écrire ce qu'on ressent et pourquoi pas développer des idées une fois qu'on est bien inspiré... ça peut arriver. Mais de là à reproduire mot à mot un texte qui est à portée de «clic» sur un moteur de recherche, là c'est peut-être du plagiat. Mais il y a aussi le fait que l'on propose un simple «copier-coller» en guise de «trouaille perso», copier sur d'autres modèles notamment, et comme par vice, français... J'ai nommé la fameuse CSG, je parle de l'article «Débat» de l'édition du 22 novembre 2016. Pourtant, c'est mentionné : «complément de la loi de finances de la République française pour l'année 1991». On se rappelle que durant cette période, la Sécurité sociale française

était en banqueroute, et l'Etat français avait refusé le financement de la Sécurité sociale par le Trésor public français, c'est-à-dire que ça a été fait sous le coup de l'urgence. En tous les cas, ça n'a jamais été un projet de loi.

En clair, la Sécurité sociale française n'avait plus les moyens de palier au minimum requis en termes de protection sociale. Alors, imaginez un «arrondi» dans la loi de finances 1991 d'un autre pays fut-il «França», qu'on prend pour un modèle question de «booster» la Cnas. Au fait, est-ce que la Cnas aussi est en faillite ? Là on voit que si la CNR «coule», il faut alimenter la Cnas et ainsi «ça roulera mieux»... Oh là là ! quelle «chakchouka» vu que c'est la Cnas qui donne un coup de pouce à la CNR, sinon la CNR coulera pour de bon.

«Des textes de loi à la régulière»

Et pour cette CSG (NDLR : contribution sociale généralisée), je trouve qu'on a omis de «copier-coller» une partie qui est quand même intéressante, à savoir les taux de contributions ou de prélèvements et qui sont le «nerf de la guerre» ou «el habate». Je reproduis fidèlement : «En 2015, les principaux taux sont de 7,5% sur les revenus d'activité et assimilés ; 6,6% sur les pensions de retraite et de préretraite ; 6,2% sur les revenus de remplacement ; 8,2% sur les revenus du patrimoine et de placement (rentes viagères, plus-values).» Hé oui ! les amis,



on prélève 6,6% sur les pensions de retraite : vous dites quoi de ce vrai paradoxe ? On nous augmente de 2,5% (pour 2016) et il y a des gens qui demandent à ce qu'on nous prélève 6,6%, chapeau !!!!! Une autre question : sérieusement, pensez-vous qu'on a une administration capable «d'imposer» ceux des activités assimilés (trabandistes de chez nous ? Les revenus de remplacement... et quoi encore ? La rente viagère... oh là là ! comment ça sera très dur... «Yadzina men el khourti», soyons sérieux et ne transformons pas cette page «Soir Retraite» en une page «humour et divagations». Enfin, loin de moi l'idée de «critiquer» l'auteur de la lettre, mais il est écrit sur cette page ceci : «Le deuxième thème est une proposition face à la faillite financière de la CNR (Caisse nationale des retraites) : l'introduction d'une contribution sociale généralisée (CSG, créée en France il y a plus de 20 ans), renflouer durablement le financement de la Sécurité sociale)».

Ce qui est beaucoup plus le générique d'une invention qu'un simple avis de lecteur. En plus on écrit «face» à la faillite de la CNR pour parler sécurité sociale : quelle galère ! Donc les amis, essayons quand même d'être un peu plus terre à terre et évitons de raconter des blagues.

Par ailleurs, dans cette lettre, puisqu'on en est là, j'aimerais poser cette question concernant le système des retraites de chez nous. Il est stipulé : «Certaines dérogations ou bonifications, pour des catégories particulières (moudjahidine, femmes, travailleurs occupés dans des emplois comportant des nuisances) et certaines facilitations (32 ans d'activité sans condition d'âge et plus de 20 ans d'activité avec plus de 50 ans d'âge)». La

question est : est-ce qu'on enlève juste la fin du texte ? : «... et certaines facilitations (32 ans d'activité sans condition d'âge et plus de 20 ans d'activité avec plus de 50 ans d'âge), ou va-t-on changer de texte ? Donc que vont devenir les «ayants droit» et leurs acquis ? Tabous mis à part, je ne pense pas qu'il existe une seule loi sur la retraite dans le monde où il y a tellement de nuances comme chez nous. De là, on souhaite vivement des textes de loi à la régulière, j'aurais dit le moins populiste possible. Avec mes vifs remerciements et bravo à l'équipe de la rubrique «Soir Retraite».

Mohamed Larbi Gourari,
retraité, Es Senia,
wilaya d'Oran

COURRIER DES LECTEURS

Service national et calcul de la pension de retraite

Bonjour. Un grand merci pour votre rubrique. Pourriez-vous, SVP, nous éclairer une fois pour toutes sur la situation des années de service national qui ne sont pas intégrées dans les retraites proportionnelle et anticipée, surtout à la lueur de la nouvelle loi sur le service national ? D'autant plus que j'ai ouï-dire que des retraités ayant poursuivi en justice la CNR pour cette question ont eu gain de cause. Cordialement.

Idri Akli

RÉPONSE : Nous reproduisons dans son intégralité la réponse de la CNR à cette question telle que mentionnée sur le site internet de cette dernière : «La période d'accomplissement des obligations du service militaire est validée lors de la liquidation d'une pension à l'âge légal (60 ans), conformément à l'article 11 de la loi 83.12 relative à la retraite modifiée et complétée. Cette période ne peut être validée pour la retraite sans condition d'âge et la retraite proportionnelle, conformément à l'article 6 bis de la loi suscitée stipulant, à titre limitatif, les périodes assimilées au titre de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge.» Fin de citation.

RETRAITES ANTICIPÉE ET SANS CONDITION D'ÂGE

Lever la confusion

L'initiative de la mise à la retraite anticipée (décret législatif n° 94-10 du 26 mai 1994) incombe à l'employeur. Les bénéficiaires en sont les salariés menacés d'une perte d'emploi pour raison économique et, par extension, les travailleurs du secteur public.

L'anticipation de l'âge est fonction de la durée de travail et de cotisations, laquelle doit être au moins égale à 20 ans, parmi lesquelles 10 années de cotisations entières dont 3 précédant la fin de l'activité. L'âge minimum est fixé à 50 ans pour un homme et 45 ans pour une femme.

La retraite anticipée est minorée de 1% par année d'anticipation. Elle est recalculée à l'âge légal d'attribution de la pension de retraite et les années d'anti-

cipation sont validées. Pour la retraite sans condition d'âge et la retraite proportionnelle (ordonnance n°97-13 du 31 mai 1997), les bénéficiaires sont les salariés en activité qui font eux-mêmes la demande. Aucune condition d'âge n'est requise pour la retraite du même nom.

En revanche, l'attribution de la retraite proportionnelle requiert un âge minimum de 50 ans pour un homme et 45 ans pour une femme. La durée de travail et de cotisations est fixée à 32 ans pour la retraite sans condition d'âge, et à 20 ans pour un homme et 15 ans pour une femme pour la retraite proportionnelle. Ces deux retraites ne subissent aucune minoration et ne sont pas recalculées.

LSR